

Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 7 au 30 avril 2017 > n° 25 • 1,50 € • ISSN 2268-7602

Erasmus : l'université gagne aux échanges

Etudes, accueil : créé il y a 30 ans, le programme européen
de mobilité transforme la vie étudiante



Une bourse pour rester dans la course

Depuis septembre dernier, 220 enfants des quartiers de la Meinau et du Neuhof bénéficient d'un soutien financier de la municipalité pour la pratique d'un sport.

Lundi soir, près du stade de la Meinau, la salle d'athlétisme du complexe omnisports du Racing club de Strasbourg s'emplit peu à peu d'enfants venus s'entraîner. La pièce est chargée d'une odeur de gomme à chaussures et d'énergies dépensées. Une fois la quarantaine d'athlètes en herbe au complet, l'échauffement mené par trois coaches débute enfin, sous l'œil bienveillant de la directrice Christiane Nuss. Les sportifs, âgés de 6 à 15 ans, sont originaires de plusieurs quartiers de la ville. La nouveauté cette saison : neuf enfants résidents de la Meinau et du Neuhof sont les premiers bénéficiaires d'une aide financière créée pour soutenir la pratique du sport chez les jeunes.

Vers plus d'équité

« *Le but est de permettre à des jeunes de quartiers, dont les parents n'ont pas les moyens, de faire du sport* », explique Serge Oehler (PS), adjoint aux sports à la mairie de Strasbourg. Cette bourse a été mise en place par la Ville à la rentrée 2016. Elle est l'un des axes de la politique menée en faveur des Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) où résident 77 000 habitants de l'agglomération. Un contrat de ville, établi en juin 2015 par l'Eurométropole, identifie 18 QPV et donne la marche à suivre pour parvenir d'ici 2020 à améliorer les conditions de vie. A l'exemple de la Meinau et du Neuhof, ces quartiers subissent les conséquences d'une précarité sociale accrue, nécessitant un investissement plus important que les autres. A ce titre, des familles de ces deux quartiers reçoivent un soutien financier à une période cruciale de l'année : la rentrée des classes. Durant ce moment, enfants et adolescents choisissent de pratiquer une activité extrascolaire, souvent synonyme de



Saloua Taourda/Cuej

dépenses difficiles à assumer pour certains foyers. Grâce au dispositif, 220 enfants ont été exonérés des frais d'adhésion au club sportif de leur choix, parmi 40 associations partenaires sur tout le territoire de l'Eurométropole.

Pour être éligibles à l'aide, les familles doivent justifier d'une résidence effective au Neuhof et à la Meinau. Les jeunes bénéficiaires ne peuvent pas avoir plus de 21 ans et leurs ressources familiales ne peuvent pas excéder un plafond de référence, fixé à 720 euros de quotient familial. Une fois complet, le dossier est déposé au service des sports en parallèle à l'inscription au sein d'une association sportive. Ensuite, la mairie verse 80 euros pour couvrir la licence de chaque enfant ainsi qu'un supplément de 20 euros directement au club.

Une aide bénéfique à tous

Au Football club égalité Strasbourg, où une vingtaine de licenciés boursiers évoluent cette saison, l'initiative

■ **Les jeunes athlètes du RC Strasbourg, en plein entraînement à la course de relais.**

est saluée par le directeur. En plus d'accueillir un plus grand nombre de sportifs, « *c'est aussi une garantie pour nous de voir nos licences payées* », confie Jean-Philippe Keller. Christiane Nuss apprécie, quant à elle, le suivi effectué par la mairie qui s'enquiert du taux de présence des boursiers. « *Pour moi c'est une bonne chose: ils sont aidés mais ils doivent quand même fournir une contrepartie* », relève-t-elle.

Le financement, alimenté à la fois par des aides de l'Etat dans le cadre du contrat de ville, et par la facturation de l'utilisation des équipements sportifs à hauteur de 50 centimes de l'heure pour chaque association, devra atteindre 80 000 euros pour la rentrée 2017. Pas question de s'arrêter là pour Serge Oehler. La mairie prévoit en effet l'extension de la bourse aux quartiers de Cronembourg et HautePierre, pour un objectif de 900 boursiers. « *L'idée, précise-t-il, c'est de pousser les gens. Rien de pire que de donner envie à des gamins puis de supprimer la bourse.* »

Saloua Taourda

45%

des bénéficiaires de la bourse s'inscrivent pour la première fois dans un club de sport.

Tour technologique pour défi énergétique

Un bâtiment à énergie positive sort de terre dans l'éco quartier Danube. Ses promoteurs espèrent qu'il produira plus d'électricité qu'il n'en consommera.

Une tour qui produirait plus d'énergie qu'elle n'en consomme. C'est le défi relevé par la société dijonnaise Elithis : en face de la station de tram Winston Churchill, dans l'éco quartier strasbourgeois, les 16 étages de la tour Elithis Danube sont désormais montés. Haut de 50 mètres, le bâtiment devrait être livré en septembre 2017.

Il s'agit de la première tour d'habitation à énergie positive d'Europe. Pour ce projet expérimental, le constructeur a d'abord misé sur les économies d'énergie. La consommation énergétique annuelle moyenne de l'immeuble ne devrait pas excéder 88,5 kWh par mètre carré. C'est deux fois moins qu'un logement sans énergie renouvelable, selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Pour atteindre cet objectif, la lumière naturelle est exploitée au maximum grâce notamment à une visière solaire en haut de la façade sud. Des stores vénitiens seront directement réglables par les résidents. Sa forme également devrait permettre de consommer moins. Le bâtiment est extrêmement compact et plus étroit au nord pour éviter les vents froids.

Deuxième enjeu, produire de l'énergie en quantité. Pour ce faire, la façade sud du bâtiment sera couverte de panneaux photovoltaïques. Elle produira l'équivalent de 90,3 kWh par mètre carré et par an.

Toutefois, la tour a beau être à énergie positive, elle ne dispose pas de l'auto-suffisance énergétique. Elle fait venir de l'énergie de l'extérieur. « Les capacités de stockage des batteries ne sont pas suffisantes aujourd'hui pour que la tour consomme directement l'énergie qu'elle produit », explique Alexandre Armentano, responsable du projet chez Elithis. L'ensemble de l'énergie produite par la tour sera donc revendue à EDF. L'électricité consommée proviendra du réseau de chaleur biomasse



Julie Munch / Cues

■ Lancé en novembre 2015, le chantier de la tour à énergie positive prévoit, en plus des logements, 974 m² de commerces au rez-de-chaussée

1300

euros. C'est le coût du mètre carré de construction des logements de la tour.

66

logements seront en location, du T2 au T4.

(transformation de matière organique en énergie) de l'Eurométropole. « Grâce à la revente de l'énergie, chaque utilisateur peut potentiellement avoir une facture énergétique nulle », poursuit Alexandre Armentano.

Sensibiliser les habitants

Potentiellement. Ce mot est important car tout repose sur le comportement des résidents. Le fonctionnement de la tour est fondé sur des estimations. Si ses habitants consomment beaucoup plus que prévu, l'immeuble pourrait avoir besoin de bien plus d'énergie qu'il n'en produit. « On estime à 20% la part de responsabilisation individuelle dans le fonctionnement de la tour », affirme Alain Jund, adjoint écologiste au maire et vice-président de l'Eurométropole en charge de l'urbanisme et de la transition énergétique. Pour lui, la formation des futurs habitants à l'usage de la tour sera déterminant. Chaque logement sera doté d'un tableau de bord. Les résidents pourront connaître leur consommation en temps réel et programmer leurs appareils. Toutefois, Alain Jund met en garde contre les « excès de technologies ». Il prend l'exemple

de la rénovation thermique du quartier de la Musau à Strasbourg. Dans chaque appartement, une grosse armoire électrique de suivi a été mise à disposition des habitants. « Elle est trop complexe : ceux qui prenaient le temps pouvaient suivre leur consommation, mais ceux qui étaient moins réactifs ne le faisaient pas. Avec des technologies trop sophistiquées, à l'usage, c'est très fragile », constate-t-il.

Limiter les coûts de construction constitue un autre enjeu. « Il a fallu maîtriser les coûts pour trouver l'équilibre entre l'hyper technologie et l'accessibilité à tous », rappelle Alexandre Armentano. Bien que les prix n'aient pas été encore définitivement fixés, les appartements devraient être loués 12 euros du mètre carré. Soit deux fois plus que dans l'habitat social. « Il est évident que ce n'est pas du logement social, conclut Alain Jund. La tour Elithis est une démarche expérimentale et innovante. La question désormais sera de savoir comment dupliquer ce modèle ».

Julie Munch

La rue des Juifs se met au pas

À la demande des professionnels, la longue rue commerçante sera réaménagée à partir de juillet 2017. Transformée en zone de rencontre, elle accordera plus de place aux piétons.



Eddie Rabeyrin / Cuej

Dans la rue des Frères, il y a plus de clients depuis que les travaux ont été faits. Les commerçants là-bas ont augmenté de façon significative leur chiffre d'affaires. Les avantages dont bénéficient les boutiques de la rue parallèle n'ont pas échappé à Florence Strasser, présidente de l'association des commerçants de la rue des Juifs. Son organisation est à l'origine de la demande de réaménagement de la rue des Juifs et de son prolongement rue du Parchemin. Il s'agit de transformer cet axe en zone de rencontre, sur le modèle de ce qui a été fait dans la rue des Frères en 2012-2013. Les trottoirs devraient donc disparaître pour laisser la place à une chaussée unique en pavés. Sans marquages au sol, la vitesse sera limitée à 20 km/h et les piétons seront prioritaires. Les travaux sont prévus entre juillet 2017 et 2018 et seront financés par l'Eurométropole et la municipalité pour un budget de 1,1 million d'euros.

Une circulation plus agréable

« Comme la rue est agencée actuellement, ça n'est pas agréable. Les gens bifurquent à droite et à gauche, passent d'un trottoir à l'autre en devant faire attention aux voitures. Avec la zone de rencontre, les gens s'arrêtent davantage devant les vitrines », espère

l'aménagement de la rue des Juifs en zone de rencontre devrait permettre une meilleure cohabitation des différents modes de transport.

368

mètres, c'est la longueur totale des trois rues qui vont faire l'objet d'un aménagement.

844

véhicules empruntent chaque jour la rue des Juifs.

Florence Strasser. Robert Herrmann (PS), président de l'Eurométropole et adjoint délégué au quartier du Centre, s'est impliqué dans le projet : « Ce n'est pas la rue la plus abîmée, mais il faut agir prioritairement là où il y a de l'activité économique et travailler à soutenir nos petits commerçants face à la paupérisation générale et la concurrence que leur oppose le commerce en ligne. D'autant plus que notre centre-ville est l'un des plus riches de France en termes d'emplois. »

Si le principe de la zone de rencontre fait plutôt consensus, des désaccords sont apparus lors de la première réunion publique de présentation du projet, en janvier. « Ils ont eu l'impression que tout avait déjà été décidé, se souvient Héloïse

Cadet, responsable d'opération au service aménagement espace public. Nous avons donc mis en place des groupes de travail pour les associer à la décision. »

Les riverains et commerçants qui se sont portés volontaires ont ainsi pu amender le projet sur la base de deux scénarios d'aménagement proposés par le bureau d'études Parenthèses. La

solution retenue supprime les places de stationnement rues des Juifs et du Parchemin. Le groupe de travail a également peaufiné certains aspects du projet, par exemple, en repositionnant les arceaux à vélos le long de façades sans vitrines ni entrées cochères. Par ailleurs, il a veillé à ce que l'espace libéré par la disparition des trottoirs ne soit pas accaparé par les terrasses. Une façon de s'assurer que la mobilité dans la rue soit maximale et de décourager l'implantation de nouveaux bars.

Des inquiétudes persistent

Le 14 mars, lors de la dernière réunion publique, toutes les inquiétudes n'étaient pas encore dissipées. La question de l'accès en voiture demeure floue. En l'absence de places de stationnement, ces dernières pourront s'arrêter, mais au risque de gêner les piétons. « Ces derniers constituent la grosse partie de ma clientèle. Mais j'ai aussi des gens en fin de journée qui viennent en voiture. Avec un commerce comme le mien, où les gens ne passent que rapidement pour faire leurs achats, il faut un accès facile. Sinon ils iront voir ailleurs », estime Sébastien Marcouiller, gérant de la boulangerie Complicithé.

Le plan d'aménagement comprend aussi la rue des Récollets, qui se trouve sur le même axe, en bordure d'III, dont le financement n'a pas encore été acté. Il est envisagé d'y conserver la chaussée existante en enrobé en



direction de la rue Brûlée afin de guider les automobilistes. Une borne de rechargement pour véhicules électriques y est également prévue. Mais la réalisation dépend de l'appel d'offre. Si la municipalité obtient des prix suffisamment bas, elle pourra inclure la rue des Recollets dans le réaménagement.

Eddie Rabeyrin

En Marche ! fait place aux novices en politique

Le mouvement lancé par Emmanuel Macron attire des citoyens qui s'engagent pour la première fois et se montrent prêts à prendre des responsabilités.

Mardi 7 mars 2017, 19h30, la maison des syndicats de Strasbourg accueille la réunion publique d'En Marche ! consacrée à l'énergie et à l'eau. Après un rapide discours de Bruno Studer, référent officiel du mouvement dans le Bas-Rhin, la trentaine de militants présents se regroupent par six ou sept pour débattre de la consommation énergétique de la région avec des experts. Depuis septembre, ces réunions publiques se multiplient afin de faire participer la population et prolonger le fameux « diagnostic de la société française » initié par l'ex-ministre de l'Économie. Une méthode inédite qui fait ses preuves. Un an après avoir lancé En Marche !, le candidat à l'élection présidentielle du 23 avril et du 7 mai revendique près de 200 000 adhérents, dont 3000 dans le Bas-Rhin. Une dynamique qui s'appuie sur une stratégie efficace : la simplicité et l'accessibilité.

Une organisation inédite

Outre la facilité pour adhérer au mouvement - un clic sur le site suffit - l'absence d'une quelconque participation financière a, elle aussi, attiré. « *La gratuité est évidemment importante*, note Loïc Branchereau, coordinateur des Jeunes avec Macron et étudiant en Lettres étrangères appliquées (LEA) à l'Université de Strasbourg. *C'est un moyen simple pour certains de s'engager pour la première fois.* » Selon les chiffres d'En Marche !, trois adhérents sur quatre dans le Bas-Rhin ne s'étaient jamais engagés en politique auparavant. Une simplicité revendiquée par le mouvement que l'on retrouve dans l'ensemble de son organisation locale, bien différente de celles des partis traditionnels. Ainsi, depuis novembre 2016, chacun peut créer son propre comité par quartier afin de rassembler les



Quentin Bérichel / CUEI

adhérents et discuter de sujets proposés par la cellule nationale. « *La première réunion s'est faite chez moi*, explique Thierry Michels, 57 ans, créateur et animateur du comité En Marche Cathédrale. *Nous n'étions même pas une dizaine et, peu à peu, le groupe s'est constitué, pour atteindre une cinquantaine de membres.* »

L'engouement les pousse maintenant à se réunir dans des lieux publics, tels que des bars ou des restaurants. Une responsabilité grandissante que le consultant en pharmacie prend avec grand intérêt, lui qui ne s'était jamais engagé par le passé. « *On donne enfin la possibilité à la population de se réapproprier la vie politique !* », entonne-t-il. Cet investissement personnel lui a aussi permis de devenir responsable de la communication de terrain au sein du comité départemental.

Présenter de nouveaux visages

Donner des responsabilités à ses militants : voilà toute la stratégie d'Emmanuel Macron. Une confiance qui apporte un sentiment d'écoute aux adhérents, souvent déçus du système politique français. « *Pour la première fois, on sent qu'on a la parole* », développe Lauriane Torriero, militante

■ **Le programme d'Emmanuel Macron est sorti le 2 mars.**

13

c'est le nombre de comités En Marche ! dans l'Eurométropole.

5000

euros, c'est le budget d'En Marche ! Bas-Rhin pour la campagne présidentielle.

et membre de la branche féminine du mouvement nommé Elles marchent ! : « *Cela fait dix ans que je voulais m'engager, mais je ne me retrouvais dans aucune sensibilité politique. Ici, je sens que je suis importante.* »

Tous croient en la sincérité de leur candidat et sa transparence malgré les questionnements et les critiques émises par ses adversaires, notamment sur le financement du mouvement. « *Ce n'est pas de notre ressort* », coupe un militant.

Quoiqu'il en soit, aucun ne s'inquiète pour l'avenir d'En Marche !, au-delà du résultat de la présidentielle. « *Le projet est fait pour durer* », considère Bruno Studer. En Marche ! devait rendre public fin mars le nom des neuf candidats du département aux élections législatives. Chaque adhérent avait la possibilité de présenter sa candidature. Marie-Françoise Coehlo, comédienne et adhérente au mouvement depuis novembre dernier, a déposé la sienne qui sera examinée par la commission nationale d'investitures. « *Je me sens encore plus impliquée, je suis enthousiaste peu importe la décision de la commission* », confie t-elle.

**Quentin Bérichel
Sophie Motte**

Briser le tabou du harcèlement



Sophie Allemmand/CUEJ

La lutte contre les propos et les comportements sexistes s'accroît, mais pâtit de l'autocensure.

Vous, les filles, à Sciences-Po vous n'êtes là que pour vous trouver un mari. Tout ce que vous avez à savoir, c'est additionner et soustraire pour pouvoir acheter le poisson sur le marché. » Ces propos, tenus par un professeur d'histoire de l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg en janvier dernier, ont été relayés par le blog Paye ta fac, un site qui recense les remarques sexistes dans l'enseignement supérieur. « Le blog a donné un coup de pied dans la fourmière, reconnaît Gabriel Eckert, le directeur de l'IEP. Cela a révélé que l'anonymat offert par internet permet de libérer la parole étudiante. » Un constat partagé par Chloé Carmasol, membre du syndicat Solidaires Etudiant-e-s Alsace : « Quand on est étudiant, on n'a pas forcément envie de passer par les voies officielles de l'administration. »

« Il y a cette idée que les enseignants et les institutions se protègent entre eux », corrobore Gabriel Eckert. C'est pourquoi la direction de l'IEP a décidé d'agir. Le 16 février, une nouvelle mission indépendante de l'institution a été instaurée : celle de référent en charge de la lutte contre les discriminations. Le directeur a nommé Anne Redondo, magistrate du tribunal administratif de Strasbourg. La référente reçoit les témoignages, enquête et propose des sanctions. Elle ne possède pas d'autorité disciplinaire, mais peut rendre public les faits si elle estime que la réponse à son investigation ne suffit pas. En parallèle, une charte est en cours de rédaction et devrait être présentée au conseil d'administration de juin : « Un acte

■ 1500 affiches ont été collées sur le campus de l'Université de Strasbourg à l'occasion du centenaire de la journée internationale des femmes.

fort qui réaffirme ce qui existe déjà dans les textes juridiques, selon Gabriel Eckert. Il s'agit de la crédibilité des valeurs que l'on veut enseigner à nos étudiants. »

« On veut porter la lutte à toute l'université », explique Barbara Scalfer, porte-parole du Collectif Copines. Cette association féministe de l'IEP, ainsi que les Effrontées (mouvement féministe et LGBT), les Etudiants musulmans de Strasbourg et le syndicat étudiant UNEF, se sont réunis pour rédiger leur propre charte de l'égalité, applicable à toute l'université. « On s'est inspiré des lois déjà existantes et des témoignages qu'on a reçus », résume Barbara Scalfer.

Pourtant, si les évolutions sont réelles, le tabou persiste. L'anonymat des auteurs des faits est souvent préservée. Ni la direction de l'IEP, ni le blog Paye ta fac n'ont divulgué le nom du professeur d'histoire concerné.

« Elle a couché pour avoir sa promotion »

La loi du 12 août 2012 a marqué une avancée dans la législation française. La définition du harcèlement sexuel a été clarifiée, les sanctions harmonisées et aggravées, et la prévention dans le monde professionnel a été renforcée. Pourtant, les victimes ont tendance à s'autocensurer. « On se dit : peut-être que j'exagère, peut-être que je suis trop susceptible », commente une employée des finances publiques du Bas-Rhin. Ancienne victime de harcèlement moral, elle préfère rester anonyme. De même, les agresseurs sont rarement inquiétés. « Il y a une volonté d'afficher tout un arsenal législatif pour lutter contre le harcèlement, mais cela se heurte au secret de l'administration qui préfère tout gérer en interne pour garder une bonne image », pointe Christine Helstroffer, secrétaire générale de Solidaires Alsace et de Solidaires finances publiques du Bas-Rhin.

1 sur 5

C'est la proportion de femmes actives confrontées au harcèlement sexuel dans leur vie professionnelle, selon une enquête IFOP.

En 2010, la municipalité strasbourgeoise a signé la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Le texte fixe trois objectifs : lutter en interne pour l'égalité professionnelle, irriguer la ville d'une culture de l'égalité et développer les initiatives locales en faveur du droit des femmes. La mission Droits des femmes et égalité de genre a vu le jour pour « *éveiller les consciences* », explique Françoise Bey (PS), adjointe au maire chargée du droit des femmes.

Bernadette Geisler est en charge de cette mission depuis mars 2010. Parmi les actions, la campagne Stop sexisme menée en interne au printemps 2016. « *Elle a couché pour avoir sa promotion* » est une des phrases entendues au sein de l'Eurométropole et affichées par une équipe de 48 agents, autobaptisée « *Les rebelles* ». « *Un raz-de-marée dans cette maison* », résume Bernadette Geisler. « *Cela a fait réfléchir les hommes comme les femmes. Elles aussi ne réalisent pas toujours que c'est grave* », remarque Françoise Bey.

Autre mesure phare, la création d'une cellule d'écoute par Bernadette Geisler, assistante sociale de formation. « *J'ai constaté qu'un certain nombre de collègues étaient en souffrance. Elles avaient besoin de parler de leurs soucis en lien avec leur statut de femme et elles n'avaient aucun endroit où le faire*. » Tous les jours, Bernadette Geisler est interpellée de façon informelle, au détour d'un couloir : « *Les femmes n'osent pas lever la censure. Néanmoins, elles prennent de plus en plus conscience que certains propos ne sont pas tolérables*. »

« Dès mes 14 ans, j'ai subi des remarques »

Le sexisme se retrouve également dans l'espace public. Delphine Bastian, conductrice de tram à la CTS et déléguée du personnel CGT remarque que « *les conductrices sont souvent victimes de gestes obscènes. Une fois, un homme m'a montré ses parties génitales. Je ne pense pas qu'il l'aurait fait si j'avais été un homme*. » Un système de caméras, installé il y a une dizaine d'années, a toutefois permis une « *évolution de la sécurité et de la surveillance en général dans les transports* », avance-t-elle.

Dans la rue, en revanche, le harcèlement est plus difficile à sanctionner, notamment lorsqu'il s'agit d'agressions verbales. « *Ce n'est pas parce que ce sont seulement des mots que cela ne nous touche pas* », affirme Alice Ackerman, 18 ans, référente de Stop harcèlement de rue, à Strasbourg. Ouverte en mars 2016, cette antenne regroupe une quinzaine d'adhérents et une trentaine de sympathisants. « *Dès mes 14 ans, j'ai subi des remarques, je pensais que c'était ma faute. En discutant avec des amis, j'ai compris que je n'étais pas la seule*, explique la jeune femme. *Notre objectif est de lever le tabou*. » Pour ce faire, l'association n'hésite pas à interpeller les passants. A l'image de la Chalk Walk (Marche de la craie), menée en juin dernier, place Kléber. Des propos entendus dans la rue ont été crayonnés sur le pavé.

Une lutte encore au stade de la sensibilisation, car la difficulté d'avoir des preuves rend impossible les sanctions pénales. De plus, une surveillance totale n'est ni imaginable, ni souhaitable et renforcerait également l'image de la femme comme un être à protéger. L'enjeu de ces luttes réside donc plutôt dans la visibilité de ces questions afin de briser le tabou, pas à pas.

Sophie Allemand et Florie Cotenceau

« Les femmes ont bon dos dans cette affaire »

En mars, devant les juridictions strasbourgeoises, le soutien des concubines aux prévenus confère un tour inattendu à des procès.

Je l'aime de tout mon cœur et pour toute ma vie », s'exclame une femme devant la cour d'assises du Bas-Rhin. Son mari, Yassine K., est jugé avec son complice, Jonathan N., pour avoir violenté et séquestré un trentenaire homosexuel dans la nuit du 13 au 14 mars 2015, à Strasbourg, dans le but de lui extorquer de l'argent. Lors des débats, il est beaucoup question de la sphère intime et sexuelle de Yassine K. A 26 ans, il est déjà le père de quatre enfants dont deux non reconnus. Entendue comme témoin, sa femme avoue que ce n'est qu'au moment de l'instruction qu'elle a appris l'existence des deux autres enfants ainsi que des supposées tendances homosexuelles de son mari. L'enjeu du procès est de savoir si l'agression était à caractère homophobe ou non. Yassine K. reconnaît devant la cour, avec difficulté, avoir déjà connu des relations sexuelles avec des personnes du même sexe. L'experte psychologue déclare à la barre qu'il lui aurait affirmé : « *Les gays, c'est comme les juifs et les avocats, ils ont le pouvoir*. » Les circonstances aggravantes des violences liées au caractère homophobe ont été écartées par les jurés. Les deux hommes sont condamnés respectivement à six et cinq ans d'emprisonnement.

8 mars, journée internationale des femmes au tribunal correctionnel. Victime de violences exercées par son compagnon, la femme, âgée d'une trentaine d'années, n'est pas présente. Elle qui avouait devant les policiers « *avoir peur de ce qu'il peut faire* », projeterait de « *nouveau une vie commune avec mon client* », selon l'avocat de la défense, M^e Renaud Bettcher. Ce dernier tente d'exploiter l'absence de la victime en faveur du prévenu : « *Tout comme en musique, on ne peut pas faire parler les absents, mais on peut faire parler les silences*. » L'homme de 32 ans est finalement condamné à une peine d'emprisonnement avec sursis.

S'ensuit une affaire d'« *hommes* ». Le 16 février, sur la place de la mairie de Rhinau, quatre hommes en assaillent un autre, pour un regard inquisiteur. Après avoir passé l'après-midi à boire, ils se sont déchaînés sur la victime, allant jusqu'à lui fracasser une bouteille d'alcool sur la tête. Ils se trouvent désormais soupçonnés de violence volontaire commise en réunion. A la lecture des chefs d'accusation, leurs femmes, installées dans le public, s'insurgent : « *Volontaire ? C'est lui qui a cherché, il leur a foncé dessus !* » Au fil de l'audience, leur dévotion s'amplifie. Une d'elles acquiesce quand son mari l'accuse, à son bénéfice, d'avoir lancé deux verres depuis sa fenêtre. Un des prévenus confie que c'est sa compagne qui le récupère en voiture après chaque sortie beuverie : « *Bah oui, elle a encore le permis, elle !* » Au président Alain Hahn de conclure : « *Elles ont bon dos les femmes dans cette affaire* ». Sur les quatre hommes, deux restent incarcérés car jugés en récidive, les deux autres s'en sortent avec du sursis.

Sophie Motte

30000

euros d'amende et deux ans de prison : les peines maximales encourues par les auteurs de délits de harcèlement sexuel.

100%

des femmes ont déjà été victimes au moins une fois dans leur vie de harcèlement dans les transports en commun, selon une étude du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.



■ « Je suis une vieille maniaque. J'aime avoir les ongles courts »,
Marguerite Martin, 102 ans.

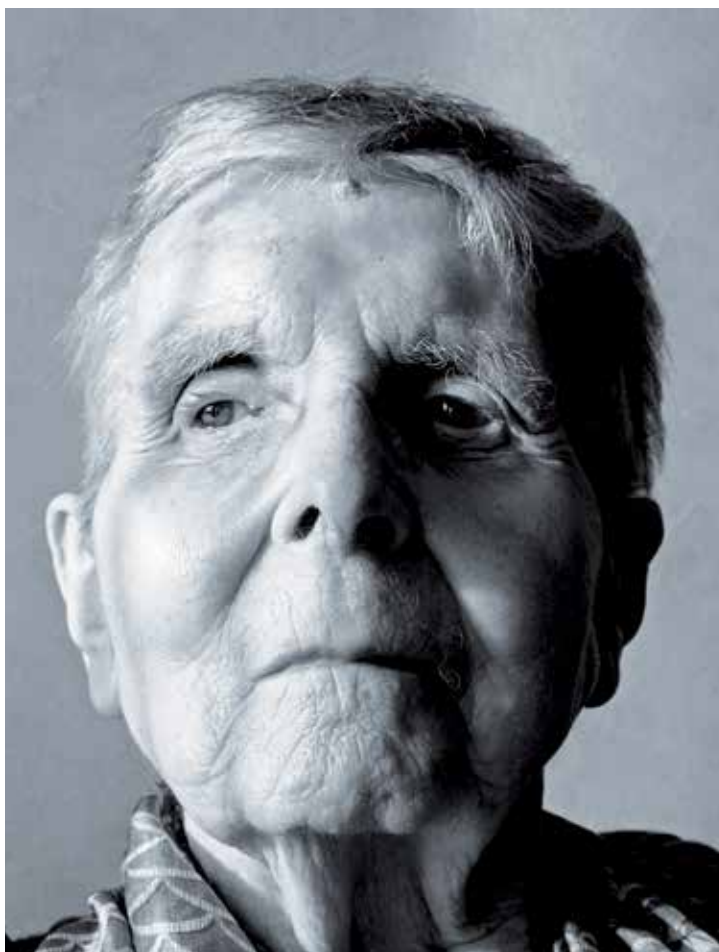


■ « La vieillesse, c'est beau pour l'entourage », Marie Schreier, 102 ans.



■ « L'important c'est d'être utile pour sa famille », Odette Courtoi, 100 ans.

■ « Je n'ai jamais fait de différence entre hommes et femmes. Le tout c'était de réussir ce que je voulais faire », Gertrude Heumann, 100 ans (photo de droite).



Le siècle des femmes

Il y a cent ans, le 8 mars 1917, était créée la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Il y a cent ans, ou plus, naissaient Gertrude, Marguerite, Marie et Odette. Mariées ou non, avec ou sans maquillage, ces centenaires ont traversé le siècle qui a amorcé l'émancipation des femmes en France.

Infirmière, femme au foyer ou pédiatre : ces Alsaciennes comptent 404 ans d'histoire.

Diane Sprimont



Léo Paillard / Ctej

Strasbourg, championne française d'Erasmus

Encouragés par les bourses de voyage, les étudiants plébiscitent les séjours de formation dans d'autres universités. Mais le nombre de soutiens financiers restent limités et certaines facultés rechignent à participer au système.

L'an dernier, j'étais à l'université suédoise d'Uppsala dans le cadre du master Erasmus mondia Euroculture. Ce programme me permet de découvrir d'autres pays européens. J'aime beaucoup Strasbourg où l'ambiance est très amicale. » Tobias Schepers, 24 ans, parle sept langues différentes. Ce Néerlandais participe régulièrement au Café des langues, un événement organisé par l'ESN Strasbourg (European Student Network). Chaque lundi, une cinquantaine d'étudiants Erasmus de tous horizons colonisent la Taverne Française, avenue de la Marseillaise, pour échanger. Un rendez-vous symbolique du dynamisme du programme de mobilité pour les étudiants européens qui fête ses 30 ans, cette année. Ces étudiants suivent une partie de leurs études dans un autre pays européen et bénéficient d'une aide financière

de leur université d'origine. Depuis 1987, près de quatre millions de jeunes européens en ont profité, dont 616 600 Français.

« L'Université de Strasbourg est la première en France en terme d'étudiants Erasmus accueillis », affirme Sandra Rebel, responsable du département mobilité et coordinatrice institutionnelle Erasmus à la Maison universitaire internationale de Strasbourg (MUI). Durant l'année 2016-2017, l'Université de Strasbourg a reçu 830 étudiants Erasmus. Sur ses 48 000 étudiants, 812 sont partis via le programme. Moyennant quoi, elle occupe la deuxième place nationale derrière celle de Lorraine.

Des facultés transformées

En trois décennies, le programme Erasmus a fortement changé le visage de l'Université de Strasbourg.

■ Depuis la fusion des universités de Strasbourg, en 2009, le nombre d'étudiants Erasmus accueillis a augmenté de 22%.

Ses différentes composantes se sont appuyées sur le programme pour développer des formations internationales. Si la MUI gère les mobilités de la plupart des facultés, cinq composantes s'en occupent elles-mêmes. C'est le cas à l'École de management de Strasbourg (EM). Là, les étudiants en master 1 (bac +4) sont obligés de faire leur année à l'étranger, la plupart en Erasmus. Il en va de même à l'Institut d'études politiques (IEP), où les étudiants doivent effectuer leur troisième année hors-France. En 2016-2017, sur les 190 étudiants de licence 3 de Sciences-Po, 112 ont effectué une mobilité Erasmus. Les destinations sont variées, mais les étudiants privilégient le Royaume-Uni (27 étudiants), l'Espagne (10) et l'Allemagne (9).

Pour Elodie Thevenet, responsable des relations internationales à l'EM

1987

Année de naissance du programme Erasmus.

Strasbourg, Erasmus permet « d'internationaliser les étudiants. La mobilité offre une ouverture sur le monde et fait développer un ensemble de compétences appelées "soft kills" : l'adaptation dans un nouvel environnement, la gestion des problèmes culturels et l'approfondissement de la connaissance de soi ». Si l'EM et l'IEP envoient leurs étudiants, ils en reçoivent également. Dans le cas de l'EM, il y en a de plus en plus. Il y a huit ans, 100 étudiants étrangers étaient accueillis. Aujourd'hui, ils sont 400.

A l'inverse, certaines composantes ne sont quasiment pas impliquées dans Erasmus. A l'Ecole supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE), six étudiants étrangers ont été accueillis, mais aucun n'est parti. Andrea Young, coordinatrice des relations internationales à l'ESPE, le regrette : « A cause du concours à la fin du master 1, les étudiants craignent de perdre du temps et de ne pas travailler correctement en partant en Erasmus. »

Des bourses pour partir à l'étranger

Autre source de blocage pour certains étudiants : le coût des études à l'étranger. « Sur notre budget d'un million d'euros pour Erasmus (ndlr : deuxième budget Erasmus en France après celui de l'Université de Lorraine), 650 000 euros sont alloués aux bourses, explique Sandra Rebel. Il faudrait le double pour que chaque étudiant puisse bénéficier d'une aide de 400 euros de la part de l'université. » D'autres coups de pouce financiers existent comme la bourse Boussole, attribuée par la Région ou encore les bourses du Crous sur critères sociaux. Mais tous les étudiants n'y sont pas éligibles. Elsa Grassy, responsable des mobilités Erasmus sortantes pour le département d'études anglophones, l'affirme : « L'aspect financier est un frein énorme. On pense que c'est l'obstacle principal à la mobilité des étudiants. Se loger à Londres, ce n'est pas comme en Irlande. »

Des dispositifs complémentaires sont mis en place dans certaines filières. A l'IEP, une bourse d'aide à la mobilité internationale est attribuée depuis 2015. 30 000 euros sont répartis selon différents critères : la situation sociale, d'handicap et la distance. Cependant, cet argent est plutôt destiné aux

21

C'est la place de l'Université de Strasbourg dans le Top 25 des établissements européens du programme Erasmus +.

Des mobilités plurielles

Les enseignants et le personnel administratif peuvent également bénéficier du programme Erasmus. Jusqu'au début des années 1990, leur mobilité était même plus importante que celle des étudiants. A Strasbourg, le nombre d'enseignants partants augmente de nouveau, après deux années de baisse : « Nous en sommes déjà à plus de 40 mobilités enseignantes prévues en 2016/2017. Nous devrions atteindre au moins 50 à 60 d'ici la fin de l'année », espère Sandra Rebel. Les enseignants peuvent partir pour une durée allant de deux jours à deux mois et bénéficient également d'un soutien financier. Les mobilités de formation, qui concernent le personnel administratif, ont également augmenté. En 2009/2010, seuls quatre employés avaient bénéficié du programme contre douze pour l'exercice 2015/2016. Enfin, depuis 2016, le programme Erasmus s'étend aussi aux jeunes en apprentissage avec l'objectif d'être pleinement opérationnel en 2018.

étudiants hors-Erasmus.

En retour, Strasbourg attire un grand nombre d'étudiants étrangers. Plusieurs raisons expliquent cette capacité à séduire.

Forte de ses quatre prix Nobel, l'université dispose d'une solide renommée à l'international. Elle est également située dans une ville à forte tradition européenne, un aspect non négligeable pour les étudiants. « On propose régulièrement des visites au Parlement européen pour les étudiants Erasmus. C'est toujours plein », se félicite Sandra Rebel.

L'université fait des gros efforts pour faciliter l'intégration des étudiants étrangers. La MUI organise un dispositif d'accueil et d'intégration les deux dernières semaines d'août afin de pouvoir perfectionner le français. Elle propose également des logements (169 dans la MUI) et a un partenariat avec les cités universitaires. Si les étudiants étrangers en font la demande, ils peuvent réserver un logement en cité U avant la rentrée. Diverses activités sont également mises en place tout au long de l'année : visite de la ville avec des étudiants de la licence guide-conférencier, sorties à Fribourg, Bâle, expositions à la médiathèque André-Malraux...

Enfin, Strasbourg propose deux masters Erasmus mondiaux financés par la Commission européenne : Euroculture et Cultures littéraires européennes. Ces deux cursus sont organisés par un groupe d'établissements européens. Les étudiants participant vont dans deux ou trois universités de ce consortium. Pour Valentin Haumesser, responsable du master Erasmus mondial Euroculture, ils « offrent un diplôme censé concurrencer les

universités anglo-saxonnes ».

Erasmus a aussi contribué à l'ouverture en septembre 2015 de la Maison universitaire internationale. Située sur la Presqu'île Malraux, la MUI propose des logements aux étudiants étrangers et abrite le pôle d'accueil international de l'université de Strasbourg. Cette dernière offre un accompagnement personnalisé aux démarches administratives pour les étudiants en mobilité. Sandra Rebel admet que « la MUI atteindra bientôt le maximum de ses capacités d'accueil au niveau du personnel administratif ». Elle souhaite que le nombre de mobilités continue de croître dans les années à venir. Pour cela, un travail plus coopératif avec les différents établissements d'enseignement supérieur est envisagé.

D'autres défis à venir

La coopération de l'université de Strasbourg avec ses homologues européennes ne se cantonne pas au programme Erasmus. La MUI pousse également à la création du premier campus trinational (France, Allemagne, Suisse) en Europe, sur la base du Campus européen (Eucor) créé en 1989 et qui regroupe les universités de Strasbourg, Mulhouse, Bâle, Fribourg-en-Brigau et Karlsruhe. La coopération européenne dans les études supérieures constitue une piste de développement pour l'Université de Strasbourg. Un objectif qui va dans le sens de l'Union européenne qui a porté le budget attribué au programme Erasmus à 16,4 milliards d'euros pour la période 2014-2020 (dont 1,3 milliard d'euros pour la France). Un budget cinq fois supérieur au précédent.

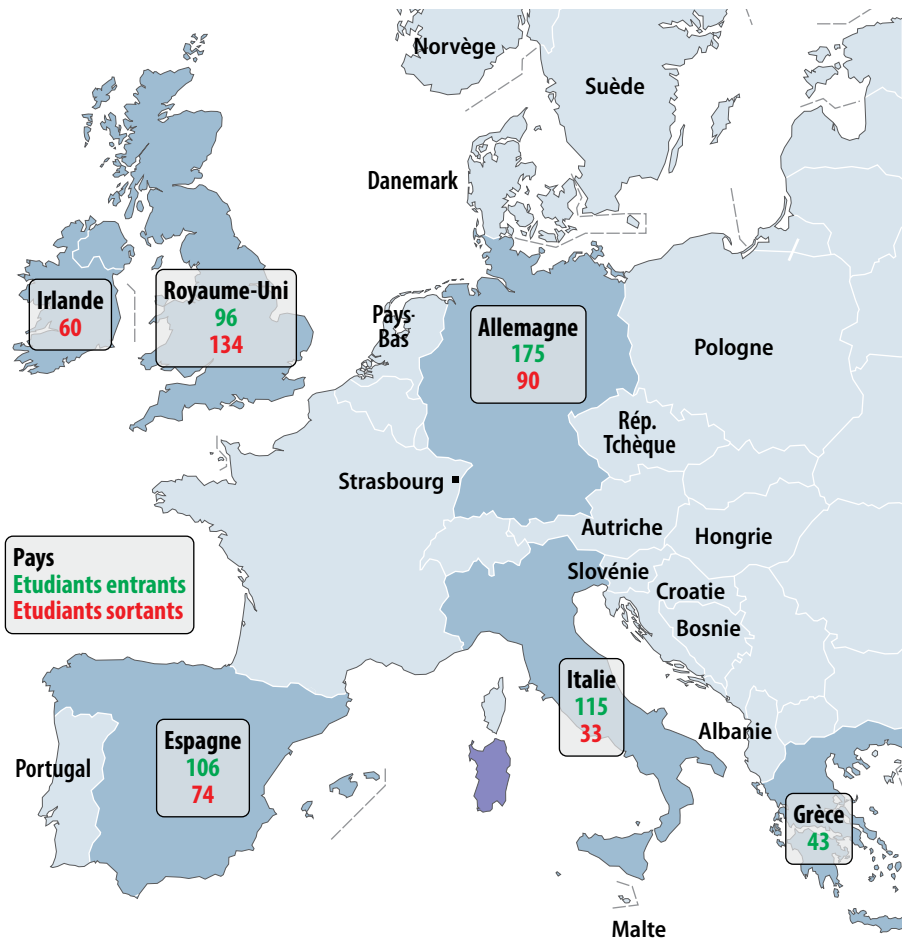
33

pays participent au programme Erasmus +.

**Timothée
Loubière
Léo Paichard
Julie Paquet
Thomas
Rolnik**

Les principaux flux d'étudiants Erasmus

Les cinq destinations préférées des Strasbourgeois : le Royaume Uni, l'Allemagne, l'Espagne, l'Irlande et l'Italie. Les étudiants Erasmus étrangers viennent pour la plupart de ces mêmes pays.



Top 25 des universités qui accueillent le plus d'étudiants Erasmus

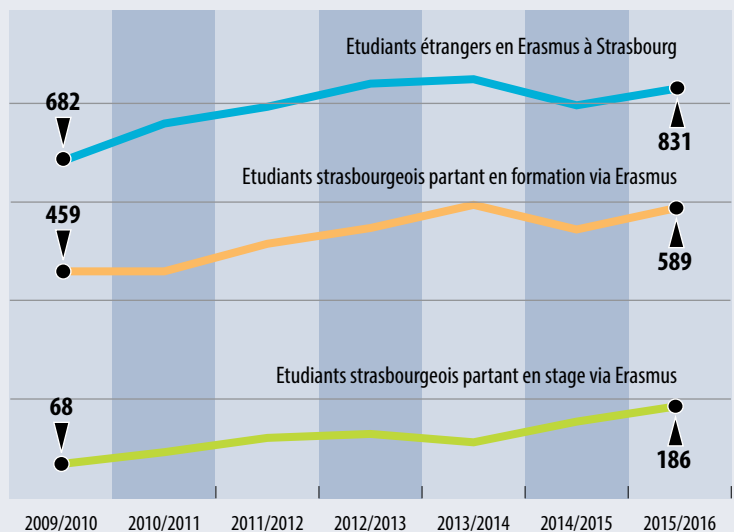
L'Université de Strasbourg est la seule de France dans le top 25 des établissements accueillant le plus d'étudiants Erasmus.

Source : Maison universitaire internationale de Strasbourg

Universités	Nombre d'étudiants Erasmus
1. Grenade (ES)	1918
2. Complutense de Madrid (ES)	1731
3. Valencia (ES)	1722
4. Bologne (ES)	1678
5. Karlova v Praze (CZ)	1360
6. Polytechnique de Valencia (ES)	1290
7. Séville (ES)	1139
8. Barcelone (ES)	1106
9. Lubiana (SI)	1091
10. Catholique de Louvain (BE)	1048
11. "La Sapienza" de Rome (IT)	1030
12. Salamanca (ES)	1029
13. Vienne (AT)	1018
14. Berlin (DE)	930
15. Université autonome de Barcelone (ES)	888
16. Lund (SE)	874
17. Florence (IT)	863
18. Porto (PT)	857
19. Université autonome de Madrid (ES)	849
20. Humbolt-Université de Berlin (DE)	841
21. Strasbourg (FR)	835
22. Carlos III de Madrid (ES)	832
23. Polytechnique de Milan (IT)	826
24. Université technique de Lisbonne (PT)	825
25. Université de sciences et de technologie (NG)	817

Source: Commission européenne

Evolution des mobilités Erasmus depuis 2009



Source : Maison universitaire internationale de Strasbourg

Si Strasbourg attire autant, c'est en partie lié à sa position géographique, proche de l'Allemagne et des capitales européennes. Sa dimension internationale, parfois ignorée par ses propres habitants, est également appréciée par les étudiants Erasmus.

« C'est un semestre si intense »

Découverte d'autres cultures et de nouvelles pédagogies : Erasmus forme les étudiants et les arme pour la vie active.

Etudiante en 4^e année de droit administratif à l'IEP de Strasbourg, Léa Lenz, 20 ans, est partie, l'année dernière en Erasmus à Florence. Et elle ne tarit pas d'éloges sur son expérience: « Là-bas, le rythme de travail est différent, on a des livres à lire et les cours servent de complément. En France, c'est l'inverse ! On a aussi plus de liberté par rapport à nos examens : on fixe la date et on peut les repasser en cas d'échec. » Erasmus s'avère ainsi une opportunité pour les étudiants de découvrir une nouvelle pédagogie. Également à Sciences-Po, Anne-Laure Petit-Henon a séjourné à Barcelone. Elle a apprécié d'étudier dans de petits groupes de travail, ce qui se fait peu dans son école strasbourgeoise. De retour en France, elle jette un regard critique sur son université d'origine : « J'ai l'impression que notre manière d'enseigner est rétrograde. »

A l'étranger, les étudiants Erasmus restent dans la même filière de formation, mais profitent de cours parfois sensiblement différents. Arianna Malinovski, étudiante en histoire, est partie au Trinity College de Dublin durant un semestre : « J'étais tellement contente de pouvoir choisir des cours qu'on n'a pas ici, par exemple sur la question du genre au Moyen Âge ou à l'époque moderne, d'autres sur l'histoire irlandaise. C'est très intéressant parce que leur aire géographique est plus rattachée aux pays nordiques qu'à l'Europe. » Maître de conférence au département d'anglais de l'Université de Strasbourg, Elsa Grassy voit une des forces d'Erasmus : « Nous, on ne peut pas se permettre d'offrir à nos étudiants une telle diversité. Notre but



Thomas Polnik / Cuej

est d'avoir des étudiants généralistes qui peuvent ensuite suivre des cours spécialisés dans d'autres universités. En Irlande, par exemple, les étudiants aiment bien étudier le folklore irlandais, celtique, apprendre le gaélique. Ils prennent aussi des cours d'histoire ou d'économie spécifiques au pays. »

Une nouvelle culture

Quelques mois dans une université étrangère permettent aussi aux étudiants de se plonger dans une autre culture et de baigner dans une ambiance internationale. « A vrai dire, je n'ai pas rencontré beaucoup d'Irlandais à Dublin. J'ai surtout rencontré d'autres étudiants Erasmus : des Finlandais, des Espagnols... C'est vraiment cette ambiance multiculturelle qui m'a manquée en revenant ici », raconte Arianna Malinovski.

A Strasbourg, l'ESN (European student network) tente de combler ce manque. L'association permet aux étudiants Erasmus de se rencontrer et de pratiquer ensemble des activités pour créer des liens et s'intégrer au réseau universitaire. Bien souvent, les bénévoles de l'ESN sont d'anciens Erasmus strasbourgeois qui, revenus de leur séjour, ont souhaité retrouver cette atmosphère multiculturelle. Erasmus peut aussi constituer un atout pour l'insertion dans la vie active. Arianna Malinovski est catégorique : « C'était le Trinity College

Erasmus permet aussi aux étudiants de se socialiser avec des personnes d'origines diverses.

ou rien. C'est une université qui a une très grande renommée, alors je voulais l'avoir sur mon CV. C'est quelque chose que je vais pouvoir mettre en avant dans ma vie professionnelle. » Et c'est bien là, l'un des avantages du programme. Un récent rapport de la Commission européenne souligne un lien entre les études à l'étranger et le taux de recrutement à la sortie de l'université. La meilleure connaissance de la langue n'est pas le seul facteur apprécié des employeurs : séjourner plusieurs mois à l'étranger permet de développer des compétences non scolaires mais appréciées dans le monde du travail, comme la capacité à s'adapter dans des situations nouvelles, la facilité à communiquer, l'autonomie. Pour Quentin Neth, en 3^e année de bachelor à l'École de management de Strasbourg, Erasmus a permis de passer un cap : « En Lituanie, je me suis retrouvé livré à moi-même, ça m'a apporté beaucoup de maturité. »

Un dur retour à la réalité

Revers de la médaille : le retour au pays est parfois difficile. « Ça m'a fait un choc de revenir, explique Arianna Malinovski. A l'étranger, on vit un semestre si intense, on rencontre plein de gens, on parle d'autres langues, on est toujours stimulés. C'est difficile de se couper d'un coup de cette ambiance internationale. »

Plus

de 600 000 étudiants français sont partis en Erasmus depuis 1987.

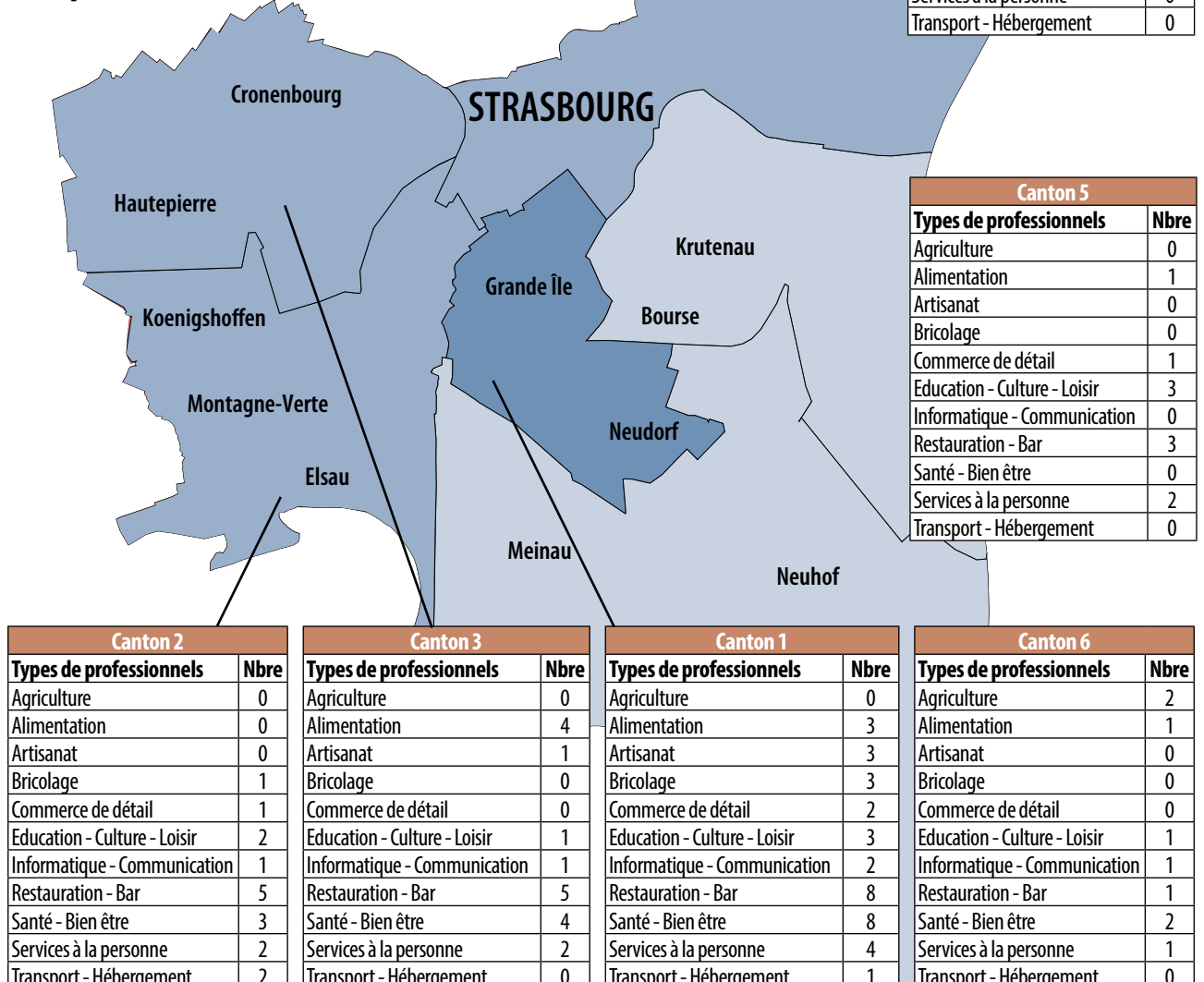
Petit à petit, le Stück fait son nid

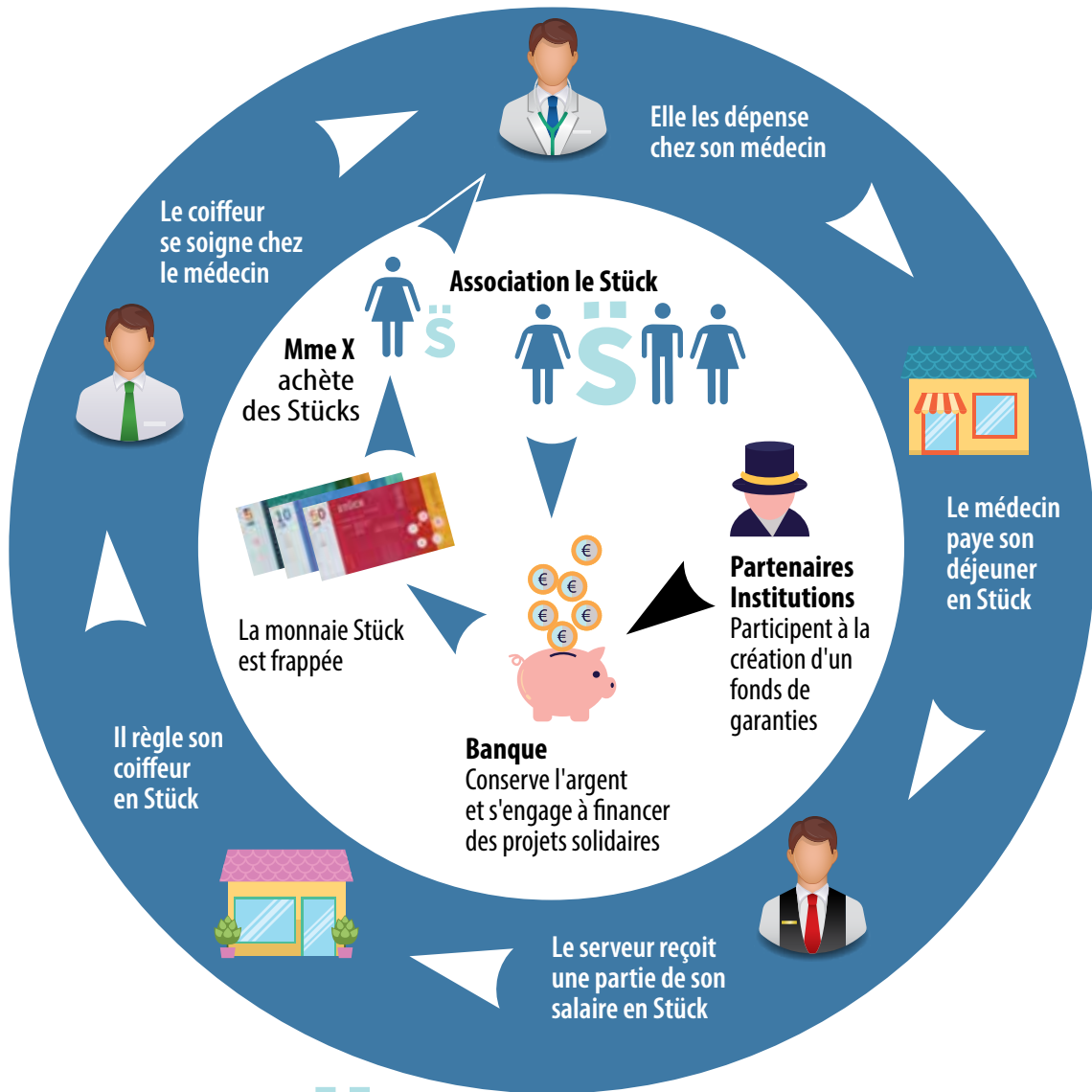
Lancé en octobre 2015, le Stück, la Monnaie locale complémentaire (MLC) strasbourgeoise, vise à « faire prendre conscience au citoyen qu'il peut peser sur l'économie », explique Andrea Caro. Membre du Mouvement Sol, qui coordonne les projets similaires en France, elle note qu'un an et demi après ses débuts, le Stück s'implante dans le Bas-Rhin. Accepté par 204 commerces dans un rayon de 50 km autour de l'Eurométropole, le Stück vaut un euro. A la différence de ce dernier, l'utilisateur ne peut pas le mettre en banque pour l'épargner. Le circuit monétaire s'en trouve modifié : quand un euro s'échange deux à trois fois par an, les différentes MLC changent de mains entre 4 et

12 fois au cours de la même période. Cette circulation monétaire accélérée est source de lien social. Puisque le paiement en espèce est le seul possible, commerçants et particuliers sont amenés à se voir plus régulièrement, donnant d'autant plus de chances à la naissance d'une relation de confiance entre eux. C'est du moins ce qu'espèrent les partisans du Stück, sereins quant à son développement, peut-être même un jour jusque de l'autre côté du Rhin.

Tanguy Lyonnet
Clément Nicolas

Répartition des professionnels acceptant le Stück





150 000 €

échangés en 18 mois depuis la création

65 000 €

en circulation

204

commerçants adhérents

1725

particuliers adhérents

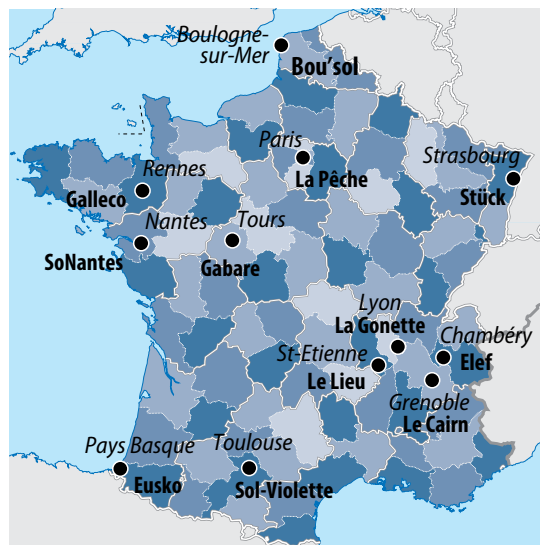
10 euros

tarif de base de l'adhésion pour un particulier, 60 euros pour un professionnel

13

bureaux de change euros/Stük à Strasbourg

Les monnaies locales en France



« La politique, c'est un peu mon football... »

Le premier débat télévisé entre les candidats à l'élection présidentielle n'a rien changé aux intentions de vote des clients du Café Broglie.

Le débat ? On a mis torchons et serviettes dans une machine à laver minutée et on a essoré le téléspectateur ! » raille Gérard au lendemain du débat entre les cinq candidats à la présidentielle, le 20 mars. Assis à la terrasse d'un des lieux les plus chics de Strasbourg, le Café Broglie, avec un vieil ami, Jean-Louis, il passe au vitriol la prestation des prétendants à l'Élysée. Cigarette au bec, expressos fraîchement servis, les deux sexagénaires sont unanimes : « *Y avait pas de fond. C'était nul, j'aurais mieux fait de regarder Amadeus sur l'autre chaîne.* »

Jean-Louis redresse son écharpe rouge, regarde fixement Gérard, et admet : « *Mélenchon était le plus à l'aise et avec de l'humour. Macron était creux alors que j'avais de la sympathie pour lui.* » Son voisin de table tempère ces propos : « *Moi, je l'ai trouvé réservé mais courageux parce qu'il était la cible de toutes les attaques.* »

Décus par le débat

Au bord du trottoir de la rue du Dôme, deux allongés arrivent sur la table. Sous son bonnet, Philippe soupire. Cela fait des dizaines d'années qu'il suit la politique. Il est déçu du fonctionnement des débats aujourd'hui : « *J'ai pas regardé parce qu'il y a plus d'échanges. Et puis, la politique c'est un peu mon football, je ne suis qu'observateur.* » Face à lui, Olivier, un informaticien d'une quarantaine d'années, a zappé au bout de trente minutes : « *Chacun récite sa leçon. Le temps de parole limite les discussions de fond. Aucun ne s'intéresse vraiment aux sujets de société qui préoccupent les Français.* »

Bras croisés, Philippe approuve les paroles de son acolyte, puis jauge la situation politique du pays : « *Quoiqu'il arrive, le prochain président devra avoir*



■ Situé à l'angle de la place Broglie et de la rue du Dôme, le Café Broglie existe depuis 1781.

*des grosses co***** pour réformer. Les Français sont égoïstes. Chacun réclame le changement, mais seulement à condition que cela ne touche pas ses intérêts,* peste-t-il.

Dans le café, l'édition des DNA retraçant le débat de la veille circule de table en table, mais les opinions, elles, ne bougent pas.

Les choix se précisent

Le débat n'influencera en tous cas pas les votes pour le 23 avril, date du premier tour de l'élection présidentielle. « *Mon choix est fait depuis huit mois, et ce sera Macron,* confie Gérard. *C'est pas une adhésion de cœur, mais avec lui, ça pourra pas être pire que ce que l'on a eu depuis 50 ans,* » ajoute celui qui sera en Afrique lors de l'élection et votera par procuration.

Un peu plus loin, Philippe procède par élimination, pour en arriver au même constat : « *Hamon c'est bisounours, Mélenchon un beau parleur, Fillon c'est les affaires et Marine, n'en parlons même pas.* » Il se pose néanmoins toujours des questions sur le leader d'En

Marche ! et son idéal de démocratie participative. « *Je ne sais pas si c'est un sauveur ou un malade,* s'interroge l'ancien restaurateur. Olivier, lui est plus mesuré sur la question. « *Macron, c'est un peu du Bayrou réchauffé. Il va chercher des idées à droite, à gauche... Je me méfie toujours de ceux qui bouffent un peu à tous les râteliers,* » note le quarantenaire, qui se tournera plutôt vers François Fillon, malgré tous les scandales : « *Ça m'a pas choqué. Il a fait ce que tout les politiques font et c'est sur lui que c'est tombé.* »

Tous ont en tous cas l'intention d'aller voter, un devoir citoyen important à leurs yeux. « *On le fait aussi pour le jeunes, pour ne pas oublier qu'on a suffisamment galéré pour obtenir ce droit !* » souligne Gérard.

Quant à Céline, le débat l'a aussi conforté dans son opinion. Entre deux bouchées, la trentenaire fait part de son intention de voter pour Jean-Luc Mélenchon, « *le plus convaincant,* » selon elle.

**Quentin Bérichel
Diane Sprimont**

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal Juin
CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>
<http://cuej.info>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :
Nicole Gauthier

ENCADREMENT :
Pascal Bastien,
Catherine Daudenhan,
Daniel Muller,
Alain Peter

RÉDACTRICE EN CHEF :
Julie Paquet

ICONOGRAPHIE :
Sophie Allemand
Tanguy Lyonnet

EDITION :
Eddie Rabeyrin

RÉALISATION :
Sophie Allemand
Quentin Bérichel
Florie Cotenceau
Timothée Loubière
Tanguy Lyonnet
Sophie Motte
Julie Munch
Clément Nicolas
Léo Paichard
Julie Paquet
Eddie Rabeyrin
Thomas Rolnik
Diane Sprimont
Saloua Taourda

PHOTO DE UNE :
Sophie Motte

MAQUETTE :
Daniel Muller

IMPRESSION :
Imprimerie de l'Université de Strasbourg.
ISSN 2268-7602.